

La théorie de la régulation et l'international

Jean-Christophe GRAZ & Charlie DANNREUTHER

Ce chapitre ouvre des pistes de réflexion pour relancer le programme inabouti des recherches régulationnistes sur l'international. Il s'appuie sur les travaux hétérodoxes en économie politique internationale, un champ d'étude qui porte sur les liens entre l'économie et le politique au-delà des États souverains. Qu'aurait donc à gagner la théorie de la régulation à emprunter plus largement à ces travaux ? Alors que tous deux partagent de nombreuses hypothèses tout en s'ignorant copieusement, ils divergent sur la possibilité de concevoir le global comme catégorie *sui generis*. De nombreux travaux hétérodoxes en économie politique internationale éclairent le bien-fondé de construire leur objet au niveau global sans pour autant exclure d'autres niveaux d'analyse pour appréhender la façon dont se présentent concrètement les formes de pouvoir dans le capitalisme contemporain.

Le champ d'étude de l'économie politique internationale (EPI) porte sur les liens entre l'économie et le politique au-delà des États souverains. Il est aujourd'hui très morcelé. D'un fossé transatlantique entre foyer orthodoxe américain et foisons hétérodoxes britanniques sur lesquels s'appuient des pôles disséminés de recherche ailleurs en Europe, on est passé à des lignes de partage plus diffuses par rapport auxquelles les travaux américains perpétuent une certaine domination, mais au prix d'une insularité croissante. Le champ est à ce point fragmenté qu'il engendre une prolifération de niches de recherche entre lesquelles le débat scientifique n'a plus vraiment lieu (Cohen, 2019).

La théorie de la régulation (TR) partage avec certains travaux récents en EPI l'ambition d'une approche socio-historique critique et interdisciplinaire, tout en visant une montée en généralités de leur explication des rapports de domination. Tous deux soulignent le besoin d'intégrer l'histoire, le politique et le symbolique – les trois grands impensés de la théorie standard selon Lordon (2008). Bien que le terme hétérodoxe soit une catégorie qui englobe des traditions très variées, nous l'adoptons ici avec une compréhension large, qui remonte aux premiers débats entourant le développement du champ de l'EPI (Graz, 2000).

Les approches hétérodoxes en EPI endossent un syncrétisme théorique et critique largement ouvert à l'interdisciplinarité dans le but de construire un savoir qui remet en cause les rapports de domination existants. Sur le plan ontologique, l'objet se réfère aux différentes facettes d'une économie transnationale opérant au travers d'un système fragmenté d'autorités politiques. Sur le plan épistémologique, les chercheurs hétérodoxes

considèrent la production de leur connaissance comme consubstantielle à la réalité étudiée. Dans le sillage d'une épistémologie post-positiviste, cette interaction entre réalité matérielle et représentation en sciences sociales n'est pas neutre ; elle se construit contre un savoir contribuant à reproduire les rapports de domination existants.

Cette perspective recoupe à maints égards celle de la TR. Qu'aurait donc à gagner la TR à emprunter plus largement aux travaux hétérodoxes en EPI ? Après avoir passé rapidement en revue la distance entre la TR et ces travaux hétérodoxes en EPI, ce chapitre montre les avantages qui pourraient résulter d'un dialogue renforcé. Il souligne l'importance de concevoir l'échelle globale comme catégorie *sui generis* à appréhender de façon complémentaire à d'autres niveaux d'analyse.

La théorie de la régulation et l'international : un programme inabouti

L'adhésion au régime international est une des cinq formes institutionnelles de l'analyse de l'évolution des modes de régulation capitaliste. Selon la TR, il s'agit de la conjonction des règles qui organisent les relations entre l'État-nation et le reste du monde. L'insertion internationale reste pourtant le parent pauvre de la TR. Un contexte d'émergence marqué par le poids du cadre national dans les compromis institutionnalisés sur lesquels s'est stabilisé le régime d'accumulation fordiste contribue à expliquer cette particularité. Un autre élément de réponse se trouve dans une conceptualisation de l'international qui se focalise prioritairement sur les rapports des États-nation entre eux, en supposant des unités nationales d'analyse discrètes, dont les frontières sont clairement délimitées. On peut s'étonner toutefois que la TR ne se penche pas plus sur le niveau global de l'analyse après plusieurs décennies de mondialisation et de domination de la finance.

Le « global » désigne ici une unité d'analyse pour qualifier des interactions qui transcendent l'espace de souveraineté des États. Elle suppose une échelle spatiale d'organisation sociale en mesure de lier des communautés distantes les unes des autres et d'établir des relations de pouvoir indépendamment de l'existence de communautés politiques délimitées territorialement.

Peu de travaux régulationnistes se situent d'emblée à l'échelle globale hormis ceux focalisés sur le système monétaire international, certains aspects de la financiarisation et des effets macro d'actions économiques, notamment sur le plan des politiques budgétaire et monétaire (Aglietta, Ould Ahmed & Ponsot, 2014). On trouve çà et là une analyse des fondements institutionnels des rapports économiques internationaux à l'échelle sectorielle, par exemple dans le domaine de la recherche et de l'éducation supérieure (Billaut, Bouyssou & Vincke, 2010). On peut également se nourrir de recherches critiques sur la responsabilité sociale des entreprises et son implication pour l'organisation de réseaux globaux de production (Chanteau, 2011). Plus généralement, l'espace international est couvert par les aires géographiques sur lesquelles se déploie la diversité des capitalismes. Cette variété est généralement entendue dans la plus ou moins

grande interdépendance de leurs régimes d'accumulation respectifs ou la déclinaison nationale de l'autonomie du politique par rapport à l'économique, elle aussi plus ou moins continentalisée, en particulier sur le plan de l'intégration (monétaire) européenne et pour les deux aires extra-européennes avec lesquelles la réflexion régulationniste est le plus en lien : l'Amérique du Sud (en particulier le Brésil) et l'Asie de l'Est.

C'est sans doute à partir du concept de « capitalismes dépendants » que les travaux régulationnistes ont placé la focale plus directement à l'échelle internationale. En rassemblant des contributions sur les structures asymétriques de pouvoir des rapports économique internationaux, un dossier de la *Revue de la Régulation*¹ a souligné l'intérêt d'une telle approche pour appréhender une accumulation du capital résultant de capitaux étrangers et de décisions économiques externes, ainsi que pour mettre en avant l'importance des rapports de force politiques pouvant donner lieu à des coalitions de nature transnationale (Magnin *et al.*, 2018). L'introduction à ce dossier fait référence au champ d'étude de l'EPI, mais étonnamment aux seuls auteurs plutôt orthodoxes et marqués par un nationalisme méthodologique envisageant la dépendance par rapport aux seuls « systèmes économiques nationaux ».

Le global comme catégorie *sui generis*

Concevoir l'économie politique internationale comme économie sociopolitique du globe offre la possibilité de combiner des concepts tels que le « global », le « politique », le « social » et l'« économique » sans pour autant s'affranchir des dimensions fondamentales que chacun de ces concepts représente (Graz, Kessler & Kunz, 2019). Une telle démarche permet aussi de considérer le global comme une catégorie *sui generis*, plutôt que comme un épiphénomène résultant des transformations récentes de l'inscription des économies nationales dans le régime international. Comme le souligne Bartelson (2018, 41), dans une telle perspective, le global constitue « un fait social à part entière, dont le sens et la fonction doivent être analysés sans engagement quant à son statut ontologique ». Une économie sociopolitique du globe permet ainsi de relier les phénomènes étudiés à un niveau de globalité qui change le cadre de référence. De ce point de vue, pour reprendre l'énoncé paradoxal de Fourquet, « la mondialisation n'est possible que parce qu'elle existe déjà » (Fourquet, 2018, §37). À l'inverse de la critique que lui oppose Boyer (2018), cette manière de « penser mondialement » ne vise ni primat, ni surdétermination de l'international sur l'État et le cadre national de la régulation dans une vision hiérarchique des catégories d'analyse. Dans cette perspective, le global et le national coexistent et entretiennent des relations dialectiques plus ou moins conflictuelles. De nombreux travaux hétérodoxes en EPI partagent une telle thèse.

C'est en ce sens que l'on peut par exemple situer la façon dont Enloe (1990) a révolutionné il y a plus de trente ans notre manière de penser les liens entre le sujet intime et

1. 2021, <https://doi.org/10.4000/regulation.20324>

la politique mondiale genrée et racisée. Elle se focalise sur des objets *a priori* anodins mais néanmoins ancrés dans des rapports globaux de domination. La banane est un de ces objets. Pour en développer la consommation la plus large possible, les multinationales américaines ont pu compter, en pleine Seconde Guerre mondiale, sur le capital de Hollywood pour frapper les imaginaires en créant le personnage de Chiquita Banana à l'aide de l'actrice brésilienne Carmen Miranda.

Dans le sillage des études critiques de sécurité, les travaux sur l'enchevêtrement entre sécurité et finance ont également ouvert des terrains de recherche variés sur l'articulation entre le niveau global et d'autres niveaux d'analyse : les enjeux de sécurité peuvent servir les intérêts financiers, mais à l'inverse, les instruments financiers créés dans une juridiction donnée et supposés sécuriser les transactions marchandes peuvent également générer une insécurité sociétale qui ne se confine pas à une juridiction nationale (de Goede, 2010). Les travaux explorent plusieurs facettes de cette échelle globale de l'articulation entre finance et société (Samman *et al.*, 2022). Certains conceptualisent les limites de la conversion d'un futur incertain en risque fongible et négociable sur les marchés (Dannreuther & Lekhi, 2000). D'autres donnent un sens nouveau à une réalité empirique courante, comme les infrastructures sous-jacentes à l'emprise globale des politiques monétaires des banques centrales (Walter, 2022), l'argent sale et la façon dont son blanchiment est devenu un problème public mondial (Friman, 2009), ou les structures de filiales d'entreprises et les techniques financières élaborées par les multinationales pour procéder à des arbitrages réglementaires conçus dès le départ sur le plan mondial (Palan & Phillips, 2022).

Les points aveugles identifiés récemment par les approches hétérodoxes en EPI vont dans le même sens (Best *et al.*, 2021 ; LeBaron *et al.*, 2021). Ils lèvent le voile sur de nombreux objets par rapport auxquels l'EPI doit continuer à renouveler sa capacité à théoriser le moment présent. Le programme de recherche s'étend des inégalités raciales et de genre à l'essor des technologies de pointe, en passant par l'intensification du pouvoir des entreprises et de la finance, l'emprise de l'expertise dans la gouvernance mondiale, la résurgence du nationalisme et du populisme, la perdurance de la violence structurelle propre au système interétatique, sans oublier le réchauffement climatique.

Pour éviter toute confusion sur le statut du « global », il convient de souligner qu'une telle approche ne nie pas l'importance de l'État. La TR et l'EPI partent toutes deux d'hypothèses communes sur le rôle de l'État dans l'économie politique. Mais ce cadrage d'une économie politique organisée de manière prééminente autour de compromis nationaux a laissé une lacune analytique dans chaque approche. Pour la TR, la prééminence du cadre national entrave l'appréhension du global comme catégorie d'analyse complémentaire. Pour l'EPI, le stato-centrisme persistant résulte des débats à son origine sur les limites des théories des relations internationales qui peinent toujours à aborder de manière adéquate le rôle des forces économiques.

L'accent mis par Strange dans l'ouvrage intitulé *States and Markets* (1988) sur la dimension structurelle du pouvoir en mesure de façonner les règles du jeu économique à l'échelle mondiale est souvent considéré comme un moment marquant du champ d'étude

de l'EPI hétérodoxe. Il met l'accent sur la technologie, la sécurité, la production et la finance comme les principales structures de pouvoir de l'économie politique internationale tout en soulignant les limites du système étatique pour expliquer les règles du marché et les asymétries de puissance qui les caractérisent. Elle reconnaissait à la puissance hégémonique des États-Unis la capacité de fournir certaines garanties de stabilité internationale mais toujours de façon asymétrique largement en faveur de leurs intérêts particuliers. Mais Strange soulignait aussi le pouvoir structurel croissant d'acteurs transnationaux, en particulier ceux en mesure de créer et contrôler le crédit à l'échelle globale, impliquant une pluralité des sources d'autorité dont les relations avec la puissance étatique sont « variables, voire ambiguës » (Strange 1998, p. 94, traduction des auteurs).

Se situant dans une perspective plus englobante de l'ordre social, la contribution de Cox (1987) a souligné que les structures du système international n'étaient pas seulement fondées sur des capacités matérielles, mais aussi sur les idées et les institutions, interagissant sur trois niveaux appréhendés de façon ascendante à partir des forces sociales jusqu'à celui de l'ordre mondial, au milieu desquels il convient seulement de situer les formes d'État. Pour Cox, la spécificité d'une structure hégémonique de l'ordre mondial résulte alors de sa capacité à limiter les formes d'États à celles compatibles avec l'ordre dominant. À la différence de la théorie EPI réaliste et stato-centrique de la stabilité hégémonique convoquée par la TR, le concept d'hégémonie se situe ici dans une reformulation de la théorie gramscienne pourtant elle aussi convoquée par la TR pour appréhender l'autonomie du politique.

À maints égards, la TR et les travaux hétérodoxes en EPI convergent sur ce qu'ils identifient comme lieux du pouvoir, changements en cours et structures contraignantes des formes institutionnelles du capitalisme. En suivant Chanteau dans cet ouvrage (A1 Chanteau, 2023), les deux pourraient aussi converger sur l'hypothèse d'une polycentricité des forces régulatrices. À la différence de la TR, certains travaux hétérodoxes en EPI incitent toutefois à se saisir en tant que tel du niveau global d'analyse en posant cette catégorie comme *sui generis*. Cela ne consiste pas seulement à « prendre le monde pour objet » et à en penser sa longue durée comme le suggérerait Fourquet dans son engagement critique avec la TR. Il s'agit aussi de rendre compte de nombreux acteurs et processus transnationaux, des règles et des mécanismes informels qui traversent les espaces de souveraineté, en d'autres termes de porter aussi son regard sur le pouvoir structurel et disciplinaire de phénomènes apparemment infimes et de valoriser ainsi l'heuristique de ce que Huysmans et Guillaume (2013) nomment « un mode d'investigation des interstices ».

Conclusion

Ce chapitre a pour objectif d'ouvrir des pistes de réflexion pour relancer le programme inabouti des recherches régulationnistes sur l'international. Alors que la TR et les

travaux hétérodoxes en EPI partagent de nombreuses hypothèses, le point de divergence mis en avant dans ce chapitre concerne la possibilité de concevoir le global comme catégorie *sui generis*. En revenant à notre question de départ, la TR gagnerait à emprunter plus largement à l'EPI hétérodoxe dès lors que cette divergence est moins insurmontable qu'il ne paraît.

De nombreux travaux hétérodoxes en EPI éclairent le bien-fondé de construire leur objet au niveau global sans pour autant exclure d'autres niveaux d'analyse pour appréhender la façon dont se présentent concrètement les formes de pouvoir dans le capitalisme contemporain – un aspect généralement laissé dans l'ombre par la TR. L'enjeu de l'analyse se manifeste sans doute dans le réglage du curseur sur lequel faire porter l'analyse des configurations variées de pouvoir dans l'organisation du capitalisme et de la perméabilité des niveaux d'analyse qui en résulte.

Les travaux présentés dans ce chapitre sont limités et auraient pu inclure d'autres grands chantiers à partir desquels discuter le positionnement du curseur sur ce qui apparaîtrait comme un continuum entre le global et les autres niveaux d'analyse. Le capitalisme de plateformes, la montée des nationalismes et du populisme, le poids de l'État dans un contexte marqué par le retour de la guerre et l'incertitude pandémique, ainsi que la décolonisation du champ d'étude en font partie.

Le chapitre a mis en évidence que le global ne doit pas être conçu *contre* les autres niveaux d'analyse mais plutôt *avec* eux. Cette manière de faire permet d'étudier en profondeur les relations entre plusieurs niveaux d'analyse dans un continuum entre le global et les autres échelles sur lesquelles se déploient les configurations de pouvoir et les conflits qu'ils suscitent dans l'organisation du capitalisme.

Bibliographie

- Aglietta M., Ould Ahmed P., Ponsot J.-F., 2014, « La monnaie, la valeur et la règle : Entretien avec Michel Aglietta », *Revue de la régulation*, **16** (décembre).
- Bartelson J., 2018, « From the International to the Global ? », in A. Gofas., I. Hamati-Ataya, N. Onuf (ed.), *The SAGE Handbook of the History, Philosophy and Sociology of International Relations*, SAGE, p. 33-45.
- Best J., Hay C., LeBaron G., Mügge D., 2021, « Seeing and Not-Seeing Like a Political Economist: The Historicity of Contemporary Political Economy and Its Blind Spots », *New Political Economy*, **26**, p. 217-28.
- Billaut J.-C., Bouyssou D., Vincke P., 2010, « Faut-il croire le classement de Shanghai ? Une approche fondée sur l'aide multicritère à la décision », *Revue de la régulation*, **8** (octobre).
- Boyer R., 2018, « Postface. Vertus et limites d'une histoire globale de la mondialisation : un dialogue entre François Fourquet et la théorie de la régulation », in F. Fourquet (dir.), *Penser la longue durée*, La Découverte, p. 237-306.

- Chanteau J.-P., 2011, « L'économie de la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) : éléments de méthode institutionnaliste », *Revue de la régulation*, **9** (1).
- Cohen B., 2019, *Advanced Introduction To International Political Economy*, 2^e éd, E.Elgar.
- Cox R. W., 1987, *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*, Columbia University Press.
- Dannreuther C., Lekhi R., 2000, « Globalization and the Political Economy of Risk », *Review of International Political Economy*, **7** (4), p. 574-94.
- Enloe C., 1990, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, University of California Press.
- Fourquet F., 2018 [2004-5], « Le rapport international est toujours dominant », in F. Fourquet (dir.), *Penser la longue durée. Contribution à une histoire de la mondialisation*, La Découverte, p. 183-236.
- Friman R. (ed.), 2009, *Crime and the Global Political Economy*, Lynne Rienner.
- Goede de M., 2010, « Financial security », in J. P. Burgess (éd.), *The Routledge Handbook of New Security Studies*, p. 100-109.
- Graz J.-C., 2000, « Les nouvelles tendances de l'Économie Politique Internationale », *Annuaire Français de Relations Internationales*, **1**, p. 557-69.
- Graz J.-C., Kessler O., Kunz R., 2019, « International Political Economy (IPE) Meets International Political Sociology (IPS) », *International Relations*, **33**(4), p. 586-94.
- Huysmans J., Guillaume X., 2013, « Citizenship and Securitizing: Interstitial Politics », in Huysmans J., Guillaume X. (éd.), *Citizenship and Security: The Constitution of Political Being*, Routledge, p. 8-34.
- LeBaron G., Mügge D., Best J., Hay C., 2021, « Blind Spots in IPE: Marginalized Perspectives and Neglected Trends in Contemporary Capitalism », *Review of International Political Economy*, **28**(2), p. 283-94.
- Lordon F., 2008, *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Presses de Sciences Po.
- Magnin E., Delteil V., Vercueil J., 2018, « La dépendance dans les relations entre capitalismes nationaux : quelle portée analytique ? Introduction au dossier 'Capitalismes Dépendants' », *Revue de la régulation*, **24** (octobre).
- Palan R., Phillips R., 2022, « Arbitrage Power and the Disappearing Financialized Firm », *Finance and Society*, **8**(1), p. 22-41.
- Samman A., Boy N., Coombs N., Hager S., Hayes A., Rosamond E., Wansleben L., Westermeier C., 2022, « After the Boom: Finance and Society Studies in the 2020s and Beyond », *Finance and Society*, **8**(2), p. 93-109.
- Strange S., 1988, *States and Markets: An Introduction to International Political Economy*, Pinter.
- Strange S., 1998, *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge University Press.
- Walter T., 2022, « The Social Sources of « Unelected Power »: how Central Banks became entrapped by Infrastructural Power and what this can tell us about how (not) to Democratize them », in G. Vallet., S. Kappes., L.-P. Rochon (éd.), *Central Banking, Monetary Policy and Social Responsibility*, E. Elgar, p. 195-218.

Références à d'autres chapitres de cet ouvrage

A1 Chanteau J.-P., 2023, « Qu'est-ce que la régulation ? », in Boyer R., Chanteau J.-P., Labrousse A., Lamarche T. (dir.), *Théorie de la régulation, un nouvel état des savoirs*, Dunod.